

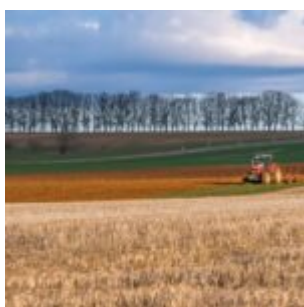
Escroquerie bancaire par téléphone : la banque doit-elle rembourser ?



© 2025 Les Echos Publishing

La société dont un salarié a opéré des virements frauduleux à la suite d'un appel téléphonique d'une personne qui s'est fait passer pour un employé de la banque en usurpant le numéro de téléphone de celle-ci, et qui a utilisé un procédé de nature à mettre la victime en confiance n'a pas commis de négligence grave.

Baux ruraux : légère hausse du montant des fermages



© 2025 Les Echos Publishing

L'indice national qui sert à actualiser le montant des fermages des terres et des bâtiments agricoles augmente de

0,42 % en 2025.

Du nouveau pour la formation des bénévoles associatifs



© 2025 Les Echos Publishing

Le Certificat de Formation à la Gestion Associative (CFGGA), rebaptisé Certif'Asso, qui permet aux bénévoles d'acquérir les compétences nécessaires à la gestion d'une association, est aménagé à partir du 1er septembre 2025.

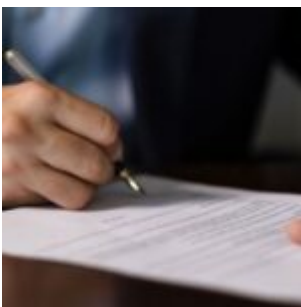
Prêts entre associations : les conditions sont assouplies



© 2025 Les Echos Publishing

Les associations et les fondations qui font partie d'un même groupement ou qui entretiennent des relations étroites peuvent plus facilement se consentir des prêts ou mettre en place des opérations de trésorerie.

Vente d'un local commercial : le locataire bénéficie-t-il toujours d'un droit de préemption ?



© 2025 Les Echos Publishing

Lorsqu'un immeuble comprenant un local commercial est mis en vente, le locataire de ce local est privé de son droit de préemption.

Restitution tardive du dépôt de garantie après l'expiration d'un bail commercial



© 2025 Les Echos Publishing

Le bailleur qui, six mois après que le locataire a quitté les lieux, ne lui a toujours pas remboursé le dépôt de garantie alors que le bail prévoyait un remboursement concomitant à la restitution des clés, commet un manquement contractuel engageant sa responsabilité.

Exercice d'une activité commerciale accessoire par une société agricole : du

nouveau !



© 2025 Les Echos Publishing

La possibilité pour les sociétés agricoles d'exercer une activité commerciale à titre accessoire est reconnue et sécurisée d'un point de vue juridique.

Faillite personnelle prononcée à l'encontre du dirigeant d'une société en liquidation judiciaire



© 2025 Les Echos Publishing

Le tribunal peut prononcer une mesure de faillite personnelle à l'encontre du dirigeant d'une société en liquidation judiciaire qui a commis certains faits répréhensibles sans qu'il ait besoin de constater l'existence d'une insuffisance d'actif de la société.

Transmission d'entreprises en France : où en est-on ?



© 2025 Les Echos Publishing

Après avoir diminué pendant la crise sanitaire du Covid-19, le nombre de transmissions d'entreprises progresse depuis 2022. Une tendance qui devrait se poursuivre compte tenu du nombre important d'entreprises qui seront à céder dans les prochaines années.

Défaut de déclaration de ses bénéficiaires effectifs par une société : attention sanction !



© 2025 Les Echos Publishing

Une société qui ne déclare pas ses bénéficiaires effectifs dans le délai de 3 mois après une mise en demeure ou une injonction de le faire peut désormais être radiée du registre du commerce et des sociétés.